

Herstal / Le conseil commence dans le noir, le budget évite le rouge

L'énergie en question(s)



LA MAIN SUR LE CŒUR de l'économie d'énergie, le conseil communal de Herstal a démarré par cinq minutes de pénombre avant de faire toute la lumière sur le budget. PHOTO JEAN-CLAUDE DESSART.

LE COLLÈGE COMMUNAL de Herstal a présenté ce jeudi un budget sage de gestion. L'opposition reste sur sa faim.

Le hasard de calendrier a bien fait bien les choses. Amené à voter le budget 2007 (voir ci-dessous), le conseil communal de Herstal a commencé par cinq minutes d'extinction des feux, « en soutien de l'action symbolique de sensibilisation », dit le bourgmestre Frédéric Daerden.

Et du coup, on n'a pour ainsi dire parlé que de ça. Le PTB, qui avait proposé avant les élections déjà que la commune se dote d'un guichet d'achats groupés d'énergie, comme cela a été fait à Merksplas ou Pepinster, est revenu avec cette proposition et... ses bougies. « Le geste que nous venons de poser est symbolique, mais si les coûts continuent à grimper, c'est toute une journée et pas cinq minutes qu'il faudra éteindre les lumières, martelaient Johan Vandepaer et Nadia Moscufo. Cette libéralisation va coûter très cher aux ménages et aux

communes. Nous savons que vous êtes ambitieux, montrez-nous que vous avez une vision ! »

Mais le bourgmestre restait de marbre, renvoyant aux futures politiques développées au sein de l'échevinat de l'énergie (toute

nouvelle compétence) de Léon Campstein.

Trop peu pour Ecolo : « Nous avons commencé cette soirée dans le noir, j'attendais que la lumière vienne de votre budget, souriait Eric Jadot. Mais vous le

présentez avant la déclaration de politique générale, et nous avons donc les ingrédients sans la recette. Au niveau du développement durable, couper la lumière cinq minutes, c'est bien, mais le symbole n'a aucun sens sans contenu

derrière. Or, dans cette matière, je ne vois rien dans les chiffres du budget. »

« La traduction de notre dynamique dans ce domaine doit encore être affinée », concède le bourgmestre qui parle d'un budget « ambitieux mais raisonnable » pour sa commune qui, pour rappel, est sous plan de gestion.

« Engagements tenus »

C'est au nom de cette « raison » que les propositions de baisse des taxes (du MR et du PTB, étrangement réunis pour l'occasion) ont été rejetées.

« Je constate pourtant que vos frais de représentation et les indemnités téléphoniques des mandataires augmentent de près de 7.000 euros, signale Jennifer Maus pour le MR. Comment faire comprendre ensuite aux Herstaliens qu'ils doivent, eux, toujours payer autant de taxes ? Une Ville comme Huy, pourtant elle aussi sous plan de gestion, parvient à diminuer ses taxes en maîtrisant ses frais de fonctionnement. Les nôtres grimpent de 8 % ! »

En attendant la déclaration de politique générale, MR et Ecolo se sont simplement abstenus, le PTB votant contre le budget.

La majorité PS-EPH, elle, en est fière : « Nous avons tenu nos engagements, conclut Frédéric Daerden. Vis-à-vis de la tutelle en restant dans les balises du plan de gestion, vis-à-vis des citoyens, et vis-à-vis des entités consolidées, police et CPAS, qui voient leur dotation indexée. » ■

PIERRE MOREL

REPÈRES

Budget ordinaire. Avec des recettes qui stagnent à 39,407 millions d'euros mais des dépenses maîtrisées à 37,633 millions, il dégage un boni de 1,774 millions. Auquel il faut cependant enlever 700.000 euros prélevés pour alimenter l'extraordinaire.

Boni cumulé. Grâce au boni de l'exercice propre, il grimpe à 15,459 millions. Mais il faudra en déduire le rembourse-

ment des deuxième et troisième quarts des aides reçues via le plan tonus, soit 1,250 million.

Taxes. Les additionnels sont inchangés : 2.600 au précompte immobilier (PRI) et 8,5 % à l'impôt des personnes physiques (IPP). A noter que si le rapport des additionnels est estimé, sur base des chiffres fournis par le ministère des Finances, à 16,237 millions d'euros, cette prévi-

sion a été rabotée d'un million d'euros en cours d'exercice tant en 2004 qu'en 2005. Si le phénomène était récurrent, le boni 2007 serait donc réduit à rien.

Ecarts principaux. Les frais de fonctionnement sont en nette hausse : 446.000 euros de plus en 2007 qu'en 2008 (+8 %). Principal responsable : le coût de l'énergie. L'effet de la libéralisation seule est es-

timé à 200.000 euros. Les frais de personnel explosent également : + 760.000 euros, soit + 4,8 %. Tout simplement parce que la commune va procéder à une vingtaine d'engagements pour combler des vides laissés ces dernières années. Beaucoup de ces emplois étant subsidiés (APE), la hausse nette (+ 0,8 %) reste dans la balise imposée par le plan de gestion.

Budget extraordinaire.

Les investissements se chiffrent à 4,171 millions, financés à 50 % par l'emprunt, à 25 % par subsides et sur fonds propres pour le solde. Pas de tout gros projet : le plan triennal (égouttage, voiries) mange un tiers de la somme. Entités consolidées. Les dotations CPAS (3,919 millions) et zone de police (4,731) ont subi une simple indexation.